



Une Union européenne crédible sur la scène internationale

Ressources additionnelles de l'UE pour la solidarité internationale

SYNTHÈSE

NOVEMBRE 2024

Face aux besoins mondiaux, la crédibilité de l'Union européenne sur la scène internationale passe par le respect de ses engagements en matière de coopération internationale et de développement durable. Pour ce faire, elle doit pouvoir de construire un budget aux moyens suffisants et à l'épreuve du temps. Il est donc essentiel que l'UE fasse des progrès significatifs sur la question des nouvelles ressources propres sans faire peser de charges additionnelles sur les citoyennes et citoyens de l'UE.

Ces recettes devraient contribuer au financement supplémentaire de la coopération au développement, de l'aide humanitaire et de la protection du climat et de la nature dans les pays en développement. En particulier, les pays à faible revenu et les secteurs prioritaires comme les services sociaux de base, actuellement dépriorisés par l'Union européenne et la place exponentielle de Global Gateway, devraient être replacés au cœur de la politique européenne.

Coordination SUD se joint donc à ses partenaires de la société civile pour la mise en place de :

▶ Une taxe européenne sur les transactions financières

▶ Un impôt sur la fortune social et climatique

Scannez ou cliquez
pour consulter
la version longue
de cette synthèse.



1 Un contexte européen et international marqué par des besoins croissants nécessitant des politiques volontaires de la part de l'UE

Les besoins financiers justifiant la mise en place de ressources additionnelles s'expliquent par plusieurs raisons :

- **Les crises multiples augmentent les besoins dans le monde.** Du fait des crises des dernières années, le déficit de financement pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) dans le monde a atteint les 4 000 milliards de dollars par an.
- **La part insuffisante du budget que l'UE alloue à l'action extérieure.** La part du Cadre Financier Pluriannuel 2021-2027 dédié à l'action extérieure ne représente que 5 à 6 % du total.
- **Le remboursement des emprunts de l'Union européenne.** Le prochain CFP sera confronté à la contrainte du remboursement des prêts de Next Generation EU, un déficit estimé à 15 milliards d'euros dans le prochain budget de l'UE chaque année.

L'Union européenne dispose d'une responsabilité majeure qui justifie son devoir d'agir pour améliorer la situation mondiale :

- **L'UE dispose d'une responsabilité centrale dans les dérèglements climatiques actuels.** Elle représente 22 % des émissions mondiales depuis 1751, contre 3 % pour l'Afrique. Elle se doit donc d'apporter une réponse ambitieuse à leurs conséquences néfastes sur les pays tiers.
- **Les pays riches n'ont pas respecté leurs engagements internationaux.** Si les pays riches se sont engagés depuis 50 ans à consacrer 0,7 % de leur richesse nationale à l'aide au développement, le non-respect de ces engagements (0,33 % en moyenne) représente une dette cumulée de 5 000 milliards de dollars envers les pays aux plus bas revenus.

- **L'UE est très bien positionnée pour mettre en place ce type de ressources additionnelles.** Le service de recherche du Parlement européen rappelle que l'Union « est particulièrement bien placée pour mobiliser des ressources au niveau des États membres et de l'UE ».

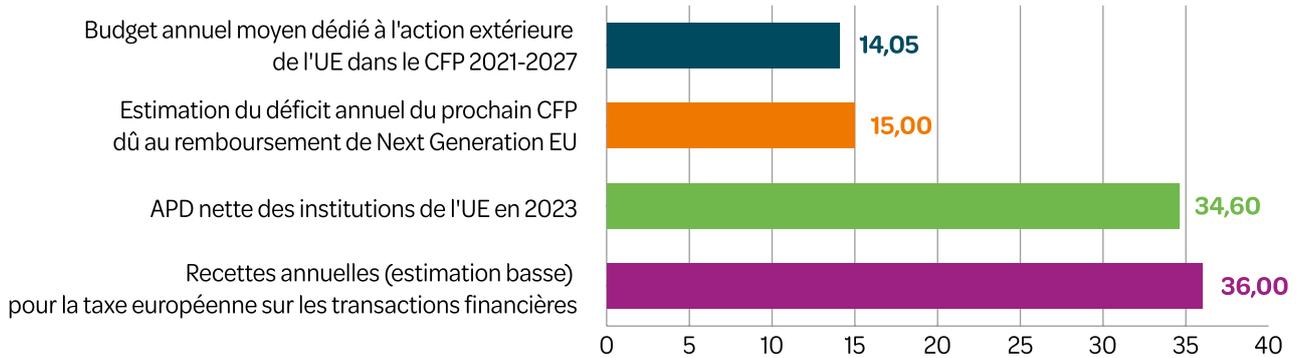
Investir dans la coopération internationale, c'est aussi investir pour l'Union européenne :

- **Le financement des secteurs sociaux des pays tiers permet à l'UE d'améliorer sa réputation auprès des populations locales.** ECDPM le rappelle dans une étude, tout comme l'importance de « montrer la valeur ajoutée et la bonne volonté de l'UE à un moment où ces deux éléments sont remis en question ».
- **L'échelle mondiale est incontournable pour assurer la stabilité et la sécurité climatique ou sanitaire de l'UE.** La crise du Covid, la guerre en Ukraine l'ont démontré. Et il a été prouvé que la lutte contre la pauvreté et les inégalités constituait un levier crucial pour réduire les facteurs de déstabilisation mondiale comme les conflits ou les crises humanitaires.
- **Investir dans les biens publics mondiaux, c'est permettre à l'UE de se distinguer.** Au-delà de la compétition économique, de tels choix permettraient à l'UE de renforcer les relations diplomatiques avec les pays en développement et ouvrir de nouvelles perspectives de coopération, pour des services et biens laissés de côté par l'économie de marché.

La crédibilité de l'UE passe par sa capacité à pérenniser ses projets stratégiques à long terme, ainsi que ses projets de développement. De nouvelles ressources permettraient d'offrir à son action extérieure une source de revenus plus stable et moins dépendante des aléas politiques, renforçant une meilleure prédictibilité et efficacité de ses programmes.

2 La taxe européenne sur les transactions financières pour lutter contre les excès de la spéculation et répondre aux demandes des pays tiers

Recettes de la TTF européenne et besoins de l'Union européenne (en milliards d'euros)



Une taxe européenne sur les transactions financières représenterait, selon les estimations, une ressource additionnelle allant de 36 à 300 milliards d'euros par an pour l'Union européenne.

La TTF est une façon de compenser les effets négatifs de la mondialisation financière et de prévenir la spéculation abusive.

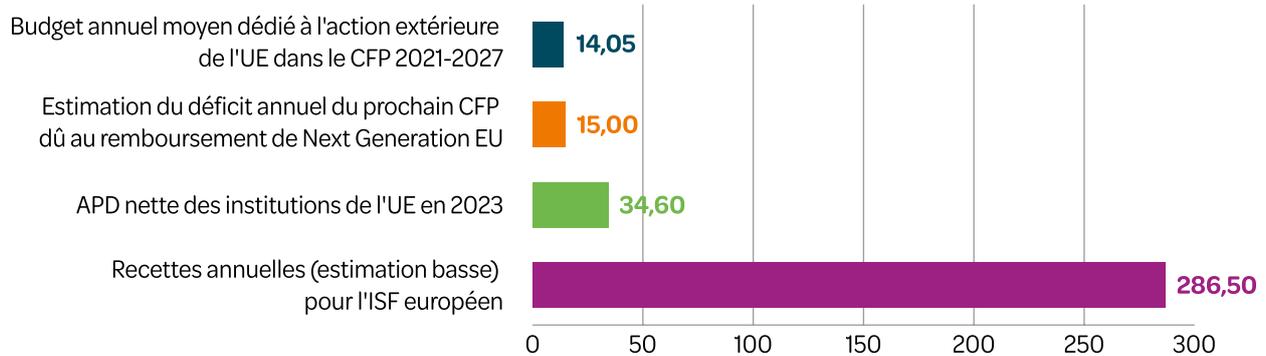
- **La TTF permet de réorienter certains bénéfices de la mondialisation pour compenser ses effets pervers.** La mondialisation a des effets bénéfiques mais aussi des impacts négatifs, notamment l'accroissement des inégalités et la vulnérabilité des pays en développement. L'UE pourrait rééquilibrer ces effets en investissant dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités mondiales.
- **La TTF permet de contribuer à stabiliser les marchés mondiaux contre les chocs économiques.** La spéculation vient parfois déstabiliser les prix des denrées dans les pays en développement et une contribution des marchés financiers viendrait prévenir ces effets, tout en fléchant les bénéfices vers les pays vulnérables.
- **Plusieurs leaders du Sud global salueraient cette mesure qui fortifierait l'image de l'UE.** Plusieurs pays se sont prononcés pour une TTF mondiale, et l'adopter à l'échelle de l'UE pourrait motiver d'autres pays « précurseurs » et valoriser le leadership de l'Union.

Plusieurs conditions existent à la mise en place d'une taxe efficace sur les transactions financières européennes :

- **La TTF européenne doit être additionnelle à la TTF française.** Il existe déjà une TTF française, et pour garantir qu'une taxe européenne ne constitue pas une revue à la baisse, les deux taxes doivent se cumuler.
- **La TTF européenne doit être fléchée notamment vers le budget de la coopération au développement.** Pour les raisons énoncées ci-dessus, il est impératif que la TTF vienne compenser les effets pervers de la mondialisation financière en l'orientant vers l'aide publique au développement de l'UE.
- **La taxe doit être élargie à un nombre plus important de produits financiers que ce n'est le cas en France.** Notamment, les parties prenantes travaillant sur le sujet suggèrent d'inclure les transactions intra-journalières, ainsi que les produits dérivés.

3 L'impôt sur la fortune sociale et climatique pour que chaque individu contribue à hauteur de ses moyens et de ses responsabilités

Recettes d'un ISF européen et besoins de l'Union européenne (en milliards d'euros)



Un ISF européen représenterait, selon les estimations, une ressource additionnelle allant de 286 à 357 milliards d'euros par an pour l'Union européenne (en prenant en compte l'évasion fiscale).

L'ISF social et climatique permettrait aux individus les plus fortunés, de contribuer à hauteur de leurs moyens à cette même échelle :

- **Le mode d'accumulation des richesses est partiellement responsable de l'accroissement des inégalités de la pauvreté et des inégalités.** Alors que 5 milliards de personnes se sont appauvries depuis 2020, les milliardaires de l'UE ont augmenté leur fortune d'un tiers. Les personnes les plus riches ont une influence disproportionnée sur les règles politiques, mais également l'accès aux ressources permettant l'accès à de meilleures conditions de vie.

- **L'ISF permet de faire porter certains coûts des dérèglements climatiques sur les principales parties responsables.** En Europe, « une personne appartenant au 1 % le plus riche émet en moyenne 14 fois plus de carbone (CO2) qu'une personne appartenant au 50 % le plus pauvre ». L'ISF permettrait d'orienter une part des fortunes de ces personnes vers les impacts des dérèglements climatiques sur les populations les plus vulnérables.
- **Face à une baisse du niveau de vie global, l'ISF permet aux personnes les plus fortunées de contribuer à leur hauteur aux efforts collectifs.** Depuis 2020, les milliardaires de l'UE ont augmenté leur richesse d'un tiers, alors que 99 % de la population de l'UE s'est appauvrie dans le même temps. Pourtant, un rapport publié par Oxfam en 2024 rappelle que les taux d'imposition effectifs des milliardaires semblent nettement inférieurs à ceux du reste de la population.



Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI).

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble, aujourd'hui, 184 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, ces organisations mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Le groupe de suivi Europe de Coordination SUD rassemble les ONG membres menant des actions de plaidoyer sur des enjeux européens en matière de solidarité internationale, ainsi que les représentantes et représentants de Coordination SUD auprès de CONCORD Europe, la confédération européenne des ONG humanitaires et de développement dont est membre Coordination SUD.

Contact : Nicolas Paris, Chargé de mission Analyse et Plaidoyer paris@coordinationsud.org

Mise en page et en accessibilité : Maude De Goër <https://maudedegoer.com>

En partenariat avec

